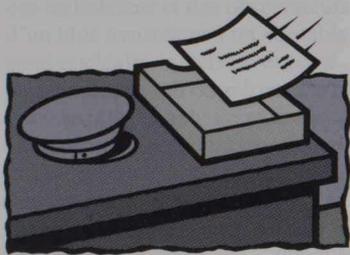


## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### La guerre des étoiles

■ À la fin de septembre, le général Abrahamson a annoncé qu'il allait démissionner de son poste de Directeur du Bureau de l'Initiative de défense stratégique (IDS), pour passer au secteur civil. Plus tôt ce même mois, le général avait présenté des estimations révisées de ce que coûterait la « première étape » du déploiement d'un système destiné à détruire les missiles balistiques lancés contre les États-Unis. Le plan de la première étape prévoit le déploiement de 3 000 intercepteurs spatiaux à bord de 300 satellites et celui d'au plus 2 000 intercepteurs terrestres pour appuyer les premiers. Il exigerait la mise en place d'un réseau mixte de systèmes spatiaux et terrestres de surveillance.

D'après les données officielles, le coût de ce vaste système, que les États-Unis doivent mettre en place en 1998, est passé d'environ 60 milliards de dollars US, au début de 1987, à 120 milliards, un an plus tard. En juin, le Département de la Défense a demandé au général Abrahamson de réévaluer le programme. En réduisant le nombre des intercepteurs et en simplifiant les capteurs, on a ramené le coût à peu près au chiffre initial de 60 milliards. On ne sait pas au juste comment les changements influenceront sur l'exigence initiale du Département de la Défense, à savoir que le système de la première étape doit être en mesure d'intercepter 30 p. 100 des 5 000 ogives que lanceraient les Soviétiques.

Cependant, si l'on en croit une étude récente de l'*Office of Technology Assessment* (OTA), un système analogue à celui décrit plus haut pourrait détruire quelques-unes, et au mieux une modeste partie, des ogives que les Soviétiques utiliseraient dans une attaque d'envergure. Toujours d'après la même étude, dont une partie a été déclassifiée et rendue publique en juin, il serait possible, techniquement par-

lant, de déployer le système entre 1995 et l'an 2000. Le rapport donne par ailleurs à penser qu'il ne serait utile de ce faire que si l'on avait alors énormément confiance dans les technologies nécessaires pour réaliser la deuxième étape (de l'an 2000 à l'an 2010), quand la Défense aurait besoin d'armes à énergie dirigée et d'autres moyens pour faire échec aux améliorations que les Soviétiques auraient sans doute apportées à leurs forces offensives.

### Partager l'IDS avec les Alliés

■ On doute de plus en plus que les budgets de l'IDS suffiront pour conserver le rythme nécessaire à la réalisation de la première étape, mais il est désormais clair qu'en dépit de leurs promesses, les États-Unis n'ont pas fait beaucoup participer leurs Alliés à la recherche sur l'IDS. À la fin de 1987, les Américains avaient accordé à des entreprises étrangères des contrats valant environ 127 millions de dollars US. Quand le gouvernement britannique a signé un accord de collaboration avec les États-Unis en 1985, il avait espéré que le pays obtiendrait des contrats d'une valeur supérieure à 2 milliards au cours des cinq années ultérieures; or, à la fin de 1987, les entreprises britanniques n'avaient reçu que des contrats évalués en tout à 30 millions.

Le Canada n'a pas signé d'accord semblable avec Washington, et nos sociétés commerciales se sont peu intéressées à l'IDS. Selon un rapport paru dans le *Globe and Mail* (10 octobre), les contrats ayant été accordés aux entreprises canadiennes dans le cadre de l'IDS valaient en tout moins d'un million de dollars.

### De nouveaux bombardiers et systèmes de défense aérienne

■ En août, à la base de Koubinka à l'extérieur de Moscou, le Secrétaire américain à la Défense, M. Frank Carlucci, a pris place dans le cockpit d'un *Blackjack*, le plus moderne des bombardiers soviétiques. Il a ainsi été confirmé que les dimensions et l'autonomie probable de l'appareil correspondaient exactement à celles indiquées dans les descriptions rendues publiques par le Pentagone. Ces dernières étaient, semble-t-il, fondées sur des photographies que des satellites américains de reconnaissance avaient prises au début de la décennie.

Douze *Blackjack* peuvent maintenant être déployés, et l'on pense que ces appareils (qui ressemblent aux *B-1* américains) remplaceront environ une centaine de vieux bombardiers *Bear* datant du milieu des années 1950.

Tandis que les deux superpuissances ajoutent de plus en plus à leurs arsenaux des bombardiers de pénétration et des missiles de croisière à longue portée (il faut aussi inclure le bombardier «furtif» *B-2* des États-Unis, qui doit être présenté au public à la mi-novembre), on commence à prendre plus au sérieux les problèmes que pose la défense contre les missiles de croisière et la détection lointaine de ces engins. Bien qu'elle soit encore fort limitée par rapport à l'IDS, l'Initiative de défense aérienne (IDA) dispose d'un budget de 200 millions de dollars US pour 1989. La Marine américaine s'affirme, semble-t-il, comme un intervenant de taille dans le programme. Elle mène des recherches sur les détecteurs acoustiques passifs et actifs afin d'améliorer la capacité de détection des sous-marins porteurs de missiles de croisière dans les eaux côtières. De façon plus générale, le programme de recherches de l'IDA semble concerner principalement les technologies nécessaires aux systèmes aéroportés de surveillance appelés un jour à remplacer le Système d'alerte du Nord au Canada et d'autres radars terrestres. D'après le Livre blanc sur la défense, publié en juin 1987, notre pays participe au programme de l'IDA.

### Les bases américaines outre-mer

■ Au cours des derniers mois, les États-Unis ont amorcé des pourparlers sur le renouvellement des accords avec trois de leurs alliés au sujet de bases militaires; il s'agit des Philippines, de l'Espagne et de la Grèce. Aux Philippines, où les Américains utilisent la base aérienne Clark, la base navale Subic et d'autres installations, ils ont convenu d'accroître les paiements directs versés à Manille (le montant passe de 180 à 481 millions de dollars US par année) et de lui consentir d'autres subsides. L'accord est censé déboucher sur d'autres entretiens au sujet du statut que les bases auront à l'expiration du bail en 1991.

L'Espagne, qui avait antérieurement refusé de prolonger le bail d'une base aérienne américaine abritant des *F-16*, a accepté de conserver sur son territoire trois autres bases des États-Unis. Quant à elle, la Grèce a confirmé qu'une base aérienne américaine située à Hellenikon, près d'Athènes, fermera à la fin de 1988, à l'expiration d'un accord de défense conclu entre les deux pays. Il existe trois autres grandes installations militaires américaines en Grèce, et leur avenir fait maintenant l'objet de négociations.

Enfin, des rapports émanant d'Islande révèlent que l'OTAN cherche à établir une seconde base aérienne dans ce pays pour réduire les pressions auxquelles est assujettie la base américaine de Keflavik. Si ces efforts échouent, l'Alliance se tournera vers un endroit au Groënland, qui a déjà retenu son attention.

### Les opérations de maintien de la paix de l'ONU

■ La remise du prix Nobel de la paix aux Bédouins a fait renaître l'intérêt pour ces derniers et les Nations-Unies en général. On estime en général que le rôle de médiateur qu'a joué le Secrétaire général pour favoriser l'instauration d'un cessez-le-feu en Afghanistan et dans le conflit irano-irakien a rétabli la crédibilité de l'Organisation, qui continue cependant d'accuser de graves déficits. Dans un geste inattendu, le président Reagan a annoncé un changement d'attitude de son pays envers l'ONU en offrant de payer 144 des 520 millions de dollars que les États-Unis devaient à cette dernière.

L'Union soviétique a elle aussi découvert la valeur des opérations de maintien de la paix. Au début d'octobre, M. Vladimir Petrovski, sous-ministre soviétique des Affaires étrangères, a proposé à New York de créer une force onusienne permanente de maintien de la paix, et il a offert le soutien de son pays à cet égard. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est abstenu de commenter directement la proposition soviétique, mais il a affirmé que le Canada souhaitait conférer aux forces de maintien de la paix un mandat plus professionnel et plus étendu. □

- DAVID COX